

## Obligations financières des OGEC

Structures concernées	Etablissements catholiques d'enseignement sous contrat	Ogec réunissant 2 seuils sur 3	Ogec ne réunissant pas 2 seuils sur 3	Ogec percevant des subventions annuelles hors forfaits > 75 000 € ou représentant + de 50% de leur budget de fonctionnement	Ogec bénéficiant de garanties d'emprunt	Ogec percevant + de 153 000 € de subventions annuelles hors forfaits	Ogec percevant des subventions d'investissement quelque soit leur montant	Ogec percevant - de 23 000 € de subventions annuelles hors forfaits	Ogec percevant 23 000 € et plus de subventions annuelles hors forfaits
	Loi DEBRE du 31.12.1959	Loi du 01.03.1984 (prévention et règlement amiable des difficultés des entreprises)		Loi JOXE du 06.02.1992		Loi SAPIN du 29.01.1993 et article 612-4 du Code du commerce Décret n°2009-540 du 14.05.2009 et arrêté du 02.06.2009	Loi BOURG-BROC du 21.01.1994	Loi DCRA du 12.04.2000 et ordonnance du 28.07.2005	
Obligations financières									
Communication au TPG des comptes de fonctionnement de la gestion scolaire	Oui	-	-	-	-	-	-	-	-
Nomination d'un commissaire aux comptes	-	Oui	Non	Non	Non	Oui	Non	Non	Non
Transmission aux collectivités territoriales du seul bilan certifié conforme par le président de l'OGEC ou le commissaire aux comptes lorsque l'OGEC en a nommé un	-	-	-	Oui	Oui	-	-	-	-
Rédaction de conventions de financement	-	-	-	-	-	-	Oui	Non	Oui
Transmission à la préfecture de documents financiers de fin d'exercice	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Transmission à la préfecture de comptes-rendus financiers d'utilisation des subventions	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Publicité des comptes au journal officiel	-	Oui	-	-	-	Oui	-	-	-

Attention : Subventions autres que les forfaits et conventions issus des contrats simples et d'association